

Voici le code HTML structuré et formaté selon vos demandes : ``html

Vision et Stratégie : Analyser le positionnement de la structure, les enjeux de croissance et la vision du partenariat avec l'enseignement supérieur

1 Présentation de l'interviewé et de la structure

Nom et Prénom de l'interviewé : Jacques SAVALAM

Fonction précise : Coordonnateur Projet

Institution : International Rescue Committee (IRC)

Ville : ABECHE

Type d'Établissement : ONG Internationale

Type d'interview : Vision et Stratégie : Analyser le positionnement de la structure, les enjeux de croissance et la vision du partenariat avec l'enseignement supérieur

Interviewer : DJIKOLMBAYE DJIBÉ (Osée), Consultant, Expert en Orientation et Insertion Professionnelle.

Bonjour Monsieur Jacques. Merci de m'avoir donné l'occasion aujourd'hui d'échanger avec vous sur les questions en lien avec l'insertion des jeunes.

Vous êtes le coordonnateur du projet IRC ici à Abéché. Moi, je suis là au compte de l'enseignement supérieur et de l'ambassade de France, qui ont bien voulu mettre en place des cellules d'aide à l'orientation et à l'insertion des jeunes dans quelques établissements supérieurs à titre expérimental. On pilote pour aider à voir comment on peut aider les jeunes dans leur insertion et dans leur orientation, car c'est un grand problème auquel il faut faire face lorsqu'ils finissent leurs études. C'est dans ces cas-là que je voudrais m'entretenir avec vous.

Pour commencer, je voudrais d'abord vous demander si vous pouvez vous présenter, ainsi que votre structure et les activités que vous menez au Tchad.

C'est une très bonne initiative qui concourt avec la politique de l'organisation. Nous sommes là aussi pour appuyer l'État et les organisations.

Merci beaucoup.

Pour me présenter, moi c'est Jacques Savalam. Je suis le coordonnateur du projet « Respect ». Le projet s'appelle « Respect ». C'est un sigle au niveau de l'IRC. Je suis sur cette position depuis le 1er avril 2023.

J'ai commencé ma carrière humanitaire en 2008. J'ai terminé mes études à l'Institut universitaire des sciences techniques (IUSTA) à Elvach. C'est là que j'ai débuté ma carrière.

Aussitôt après mes études, le marché de l'emploi présentait de nombreux besoins. J'ai été recruté par une organisation du nom d'Art-Test. J'ai commencé comme animateur à Elvach. Progressivement, j'ai gravi les échelons pour devenir chef d'équipe. J'ai travaillé cinq ans avec cette ONG.

En 2012, le projet a pris fin. J'ai postulé pour travailler avec une ONG du nom de FLM. Là-bas, j'ai été recruté comme responsable d'un institut universitaire à Elvach. Ensuite, j'ai été promu coordinateur du volet Elvach pour la zone de Mal Igware. J'ai travaillé avec FLM pendant près de cinq ans, jusqu'en 2016.

Après cette expérience, j'ai connu une période de chômage de six mois avant de rejoindre l'ONG Intersos, où j'ai occupé le poste de responsable du suivi et de l'évaluation. J'y suis resté un an.

Ensuite, j'ai rejoint l'IRC le 2 août 2018. Depuis cette date, je suis toujours avec cette organisation. De 2018 à 2023, j'ai occupé plusieurs postes, notamment celui de senior au programme de l'ARC. En 2023, j'ai été promu coordinateur du projet « Respect ».

Ce projet, d'une durée de cinq ans, a débuté le 1er février 2023. Aujourd'hui, nous sommes dans la quatrième année de mise en œuvre. Je coordonne les activités dans trois provinces : le Wadaï, le Sila et le Wadi Fira. Le budget alloué à ce projet est d'environ 13,9 millions d'euros pour cinq ans.

Nous employons environ 30 personnes réparties dans ces trois provinces. Nos axes d'intervention sont principalement axés sur l'appui aux ménages bénéficiaires pour leur permettre d'acheter des biens essentiels. Nous distribuons des transferts monétaires de 48 000 francs par ménage pour leur permettre de subvenir à leurs besoins alimentaires.

Nous intervenons également dans la construction d'infrastructures de base essentielles et la réalisation de projets d'aménagement. Nous avons élaboré des plans de développement local pour identifier ces infrastructures. Actuellement, nous sommes dans la phase de construction.

Nous avons déjà distribué des transferts monétaires à 9 000 ménages répartis dans les trois provinces. Chaque ménage a bénéficié de sept tours de distribution, à hauteur de 48 000 francs. Nous menons ces activités en collaboration avec les services techniques de l'État, notamment les membres des Comités départementaux d'agriculture (CDA) et des Comités locaux d'action sanitaire (CLAS).

D'accord. Un parcours très construit et très riche dans ce domaine-là. Vous avez un projet de cinq ans qui arrive bientôt à son terme. Le bilan que vous en faites est positif. Comment voyez-vous la projection d'ici les années à venir ?

Merci pour cette question. Je pense que, par rapport à la vision, jusqu'à présent, nous avons reçu des retours très positifs, que ce soit des autorités ou des bénéficiaires. Je peux même ajouter le niveau des bailleurs, car nous avons reçu plusieurs visites de leur part. Les impressions sont bonnes.

Je pense que les discussions ont déjà commencé avec les bailleurs sur la possibilité de renouveler le projet. Aujourd'hui, nous avons encore un appel à ce sujet. Je pense que c'est vraiment positif. Nous avons aussi la garantie, même si ce n'est pas pour cinq ans. Je sais qu'actuellement, au niveau international, nous sommes un peu secoués par les crises, notamment les retraits de financement. Cela aide beaucoup à stabiliser les organisations.

Nos principaux financements proviennent de l'Union européenne et de l'Agence française de développement. Nous avons vraiment cette garantie. Je pense que nous échangeons avec les gouvernements, surtout les bailleurs, et il y a quand même cette possibilité de pouvoir renouveler le projet.

Nous sommes actuellement dans la deuxième phase. La première phase a duré quatre ans et s'est terminée en 2020. Ensuite, nous avons commencé la deuxième phase. Dans la première phase, nous n'étions pas encore dans la construction. Nous avons intégré cette dimension dans la deuxième phase.

Concernant le consortium « Worldwide », c'est un projet dont nous assurons la coordination. Il est composé de six organisations : IRC, Save the Children, BCI, OXFAM, DEL et Écosystèmes. Parmi ces six organisations, trois sont internationales.

Le budget global de ce projet est de 33 millions d'euros, financés par le Bayer ALT et le Bayer Neurovient, ainsi que par la coopération suisse. Bien que nous n'ayons pas encore terminé cette phase, la coopération suisse nous a déjà octroyé des enveloppes supplémentaires pour la province du Wadi Fira.

À l'entendre, vous faites des formations en élevage et vous avez également exercé des activités professionnelles dans ce domaine avant de devenir coordinateur de ce projet. Est-ce qu'il y a, dans ce projet, un volet qui s'occupe aussi de l'élevage ?

Effectivement. J'ai travaillé dans le domaine de l'élevage. Par la suite, j'ai embrassé la carrière de coordination et de gestion de projet. Ces compétences, je les ai acquises en interne et par mes propres recherches.

Dans ce projet, nous avons aussi un volet d'appui à l'élevage. Actuellement, nous soutenons 1 300 ménages vulnérables. Chaque ménage reçoit cinq têtes de petits ruminants : quatre femelles et un mâle. Tout ce que nous donnons est gratuit. L'objectif est de renforcer la résilience de ces ménages et de les aider à sortir de leur situation de vulnérabilité.

D'accord. Et là, je vais faire un lien avec ce que vous faites en élevage et votre parcours à l'IUSTA. Actuellement, l'IUSTA forme encore en élevage. Est-ce qu'il y a une possibilité de mettre à profit les jeunes en formation dans vos activités ? Est-ce que vous leur permettez d'avoir des moments de stage ou de suivi lorsque vous intervenez, par exemple, auprès des ménages qui reçoivent ces animaux ? Est-ce qu'il y a cette possibilité, de manière ponctuelle ou expérimentale, pour qu'ils viennent vous appuyer et mettre en pratique ce qu'ils apprennent ?

C'est une excellente question. Moi, en fait, j'ai aussi cette vision d'encourager les jeunes, même si ce n'est pas directement lié à l'élevage. Si vous êtes disposé à partager vos expériences avec les jeunes qui nous suivent, surtout nos cadets à l'IUSTA, je peux vous dire que, sur les trois profils d'agents qui gèrent un peu cette activité, ce sont des lauréats de l'IUSTA.

D'accord. C'est celui qui vient de prendre conscience, je crois que c'était le 10 mars ici, pour le poste de responsable à Abgobega, car nous avons commencé le processus de recrutement. Cette planification est prévue pour fin 2025, surtout pour les activités de l'IUSTA.

Topop, c'est un fonds additionnel qui est arrivé. Initialement, ce n'était pas prévu. Nous avons initié cette activité. Nous avons actuellement trois lauréats de l'IUSTA qui sont présents : un à Eriba, un à Abgobega et un à Teralit. La plupart de mes jeunes sont donc sur le terrain.

Si nous devons vraiment donner la possibilité de faire des stages, cela demandera d'analyser d'autres paramètres. Mais si j'étais au niveau local et que les besoins sont assurés, en tout cas, je suis tout à fait ouvert. Donc, donner la possibilité de venir faire des stages, comme nous avons des activités en cours, nous avons aussi une collaboration avec les services de délégation qui nous appuient.

Tout ce que nous faisons s'inscrit dans le cadre de notre protocole d'accord avec le service de délégation. Que ce soit au niveau des distributions de biens essentiels ou des services sanitaires, tout est intégré dans ce protocole.

Donc, il y a quand même cette synergie qui existe. Nous sommes toujours ouverts. Notre vision, c'est vraiment que les jeunes puissent avoir des possibilités de travailler. Il y en a qui sont vraiment motivés, qui cherchent à travailler. Donc, nous avons la porte grande ouverte. Les organisations, de manière générale, sont toujours ouvertes, elles tendent la main.

Mais il faut que le lauréat aussi se défende. Vous n'êtes pas venu seulement pour vous donner, pour vous appeler, vous venez aussi pour montrer que vous pouvez faire quelque chose.

D'accord. Ce sont des pistes qui pourraient être approfondies pour voir dans quelle mesure les structures de formation pourraient se mettre en collaboration avec les ONG comme la vôtre pour aider les jeunes dans leur insertion. Car l'insertion, ce n'est pas seulement trouver un emploi lorsqu'il y en a un, mais c'est aussi créer son propre emploi. Donc, s'il faut, déjà pendant qu'ils sont en formation, ouvrir quelques pistes pour leur permettre de voir s'ils sortent et s'ils peuvent bénéficier, peut-être, de deux ou trois cabris pour commencer leurs petites activités. Tout cela, ce sont des pistes que nous cherchons à explorer pour voir si les organisations pourraient intervenir dans ces appuis-là, même par des conseils pour aider les jeunes.

Voilà. Sans vous couper, je pense que je suis en train de parler un peu au nom de ce que nous faisons au niveau de l'IRC. Maintenant, il faut voir un peu les activités prévues dans ce projet, car nous sommes dans un consortium. Chaque organisation a des activités spécifiques.

Maintenant, concernant l'insertion des jeunes, nous faisons des formations professionnelles certifiantes pour ces jeunes. Beaucoup de jeunes souhaitent acquérir des connaissances dans le domaine de l'élevage, du maraîchage ou de la couture. À ce niveau, nous avons déjà finalisé le ciblage de ces jeunes. Il y a un processus de travail en cours avec le ministère en charge de la formation professionnelle pour établir un protocole d'accord afin que ce dernier puisse former ces jeunes dans les domaines où ils pensent que cela pourra vraiment les aider.

Nous avons opté pour la réparation d'engins mécaniques. Certains ont même approfondi leurs connaissances en machinerie. Il y a plusieurs volets pris en compte dans notre projet, et nous n'avons pas perdu de vue la question de l'insertion des jeunes. Les jeunes sont vraiment au cœur de notre vision.

En échangeant avec vous, j'ai découvert en même temps que c'est un consortium et que la collaboration peut s'étendre. Donc, nous allons essayer de voir dans quelle mesure nous pouvons mettre en synergie tous ces efforts pour avoir un cadre de concertation un peu conventionnel, où il y a des conventions qui nous lient avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, pour mutualiser et maximiser ces efforts afin d'aider les jeunes.

Ce sont des éléments très positifs à prendre en compte. Vous avez déjà abordé la question des jeunes qui intègrent votre organisation. Qu'est-ce qu'il y a d'autre que le recrutement ?

Nous allons passer au point 3, qui parle des besoins stratégiques et des adéquations en formation. Alors, je voulais savoir : lors de vos recrutements, par exemple, quels sont les profils ou métiers que vous jugez les plus difficiles à trouver localement ?

En tout cas, la question est pertinente. Nous avons des positions à pourvoir dans le cadre de nos recrutements. Certaines positions sont nationales, d'autres locales. Notre organisation a commencé, depuis un certain temps, à nationaliser certains postes. Beaucoup de ces postes sont désormais gérés par des nationaux.

D'ailleurs, entre-temps, même un poste de manager chez nous était occupé par un expatrié. À l'époque, quand j'ai commencé ma carrière, on voyait souvent des managers expatriés. Avec le temps, et grâce à la politique de l'Aisponga, certaines positions ont été réservées aux nationaux.

Cependant, il y a encore des profils pour lesquels nous avons des difficultés à recruter. Au niveau national, nous avons du mal à trouver des personnes expérimentées dans certains domaines techniques. Parfois, nous lançons plusieurs fois des appels à candidatures, mais les candidats trouvent nos offres peu attractives par rapport au contexte local.

Au niveau local, nous recrutons déjà des profils locaux, surtout des jeunes de la localité. Cependant, la plupart des jeunes de la localité n'ont pas fait d'études poussées. Cela rend difficile le recrutement de certains profils, par exemple en élevage ou en agriculture. Nous ne pouvons pas recruter un jeune qui n'a pas assez d'informations pour gérer ces activités.

C'est une difficulté que nous rencontrons au niveau des recrutements locaux. Au niveau national, les difficultés concernent certains postes nécessitant une expérience spécifique ou des offres peu attractives. Cela peut entraîner des reports de recrutement, ce qui impacte le projet.

Cela peut aussi être un volet de sensibilisation au niveau local pour que les jeunes puissent continuer leurs études. Tout cela ramène à la question de l'orientation, où des sensibilisations pourraient être faites dès le niveau secondaire pour que les gens prennent conscience qu'ils travaillent pour le développement de leur localité.

Il y a cette vision selon laquelle, lorsqu'on finit l'école, c'est pour trouver un emploi dans un bureau, ailleurs, et non pour rester dans sa localité. Parfois, il y a des profils que nous recherchons localement, mais les jeunes préfèrent partir ailleurs pour chercher du travail, sans chercher à s'intégrer localement, alors qu'il y a du travail ici qu'ils pourraient bien faire.

Donc, il y a ce travail de sensibilisation qui intègre directement l'aspect des questions d'orientation et de sensibilisation des gens.

Nous allons aussi prendre en compte...

Je pense que c'est l'un des points que nous avons un peu développés lors du dernier échange. Ce n'était pas facile. C'est toute cette question. Je sais qu'à un moment donné, le président, lorsqu'il était là-bas, comprenait que les jeunes partaient parce qu'ils n'avaient pas de travail. C'est lui qui avait donné des recommandations : il fallait retenir les gens au niveau local pour pouvoir les absorber et développer leur localité.

Lorsque nous avons commencé à donner cette chance aux jeunes, ce n'était pas facile. Les gens n'avaient même pas de travail pour tout le monde. Mais depuis que l'opération dure, ils commencent à voir les avantages. Aujourd'hui, la plupart de ceux qui travaillent ont au moins le bac.

Donc, c'est un peu l'avantage, c'est aussi notre intervention qui a un impact mental positif. C'est très bien.

Sur les questions d'inadéquation, nous avons aussi abordé la question des qualités humaines et comportementales recherchées. Est-ce que vous recrutez aussi sur ces critères, où l'attitude et le comportement du jeune peuvent lui permettre de répondre d'une manière ou d'une autre, et où il peut être formé sur le tas ? Est-ce qu'il y a des cas comme ça qui se présentent ?

Oui, je pense que l'approche actuelle adoptée par notre organisation est adaptée. Il y a certaines positions, par exemple pour les animateurs, où nous n'avons pas besoin d'un diplôme spécifique. C'est une décision de l'organisation.

Je parle de ce que je vois au niveau de mon organisation. Compte tenu du contexte que je vous ai décrit, l'organisation a décidé de donner plus de chances aux jeunes de la localité, quel que soit leur niveau d'études.

Pour les postes d'animation, nous n'avons pas besoin d'un baccalauréat professionnel. Même si c'est un poste oral, nous pouvons former la personne, lui transmettre les messages nécessaires pour qu'elle puisse travailler efficacement.

Il y a des formations internes qui sont très intéressantes. Certains ont commencé sans diplôme et sont devenus des cadres au sein de notre organisation. Ils ont dépassé le stade des animations et occupent désormais des postes d'assistants, de managers ou de superviseurs. Tout cela grâce à l'organisation qui forme et donne cette opportunité aux jeunes de la localité qui veulent apprendre.

Alors, votre organisation a-t-elle un avenir d'ici cinq ans pour essayer d'insérer les jeunes au mieux ?

Un autre élément que je voudrais souligner : est-ce que, dans vos interventions pour tout ce qui est élevage, vous avez évoqué des métiers, des postes que vous avez occupés, comme les superviseurs en élevage ? Est-ce que ces métiers sont perceptibles pendant la formation ? Est-ce que, pendant qu'on est en formation, on peut les percevoir ?

Oui, il y a beaucoup de postes qui se dessinent davantage au niveau de la pratique, sur le terrain. Comme je l'ai mentionné, j'ai commencé comme animateur. Mon rôle était d'aller travailler avec la communauté. On me donnait des fiches et des outils pour mener des sensibilisations auprès des populations.

En tant qu'animateur, j'avais aussi un superviseur qui compilait nos données. Par exemple, lorsque j'étais superviseur, j'encadrais des animateurs. Ce n'est pas moi qui allais directement sur le terrain. Mes tâches consistaient à élaborer des projets, à monter des dossiers pour la distribution, jusqu'à la finalisation des activités.

ariae.fr